

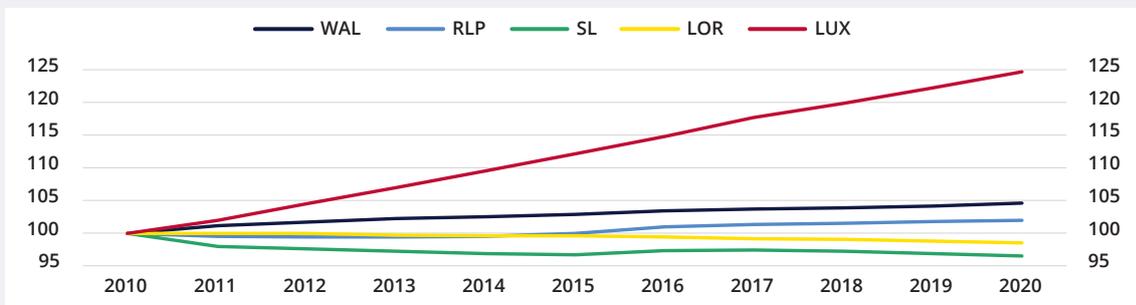
# LE LUXEMBOURG ET LA GRANDE RÉGION : UN APERÇU SOCIO-ÉCONOMIQUE

Sauf mention contraire, les données utilisées proviennent de la base de données d'Eurostat.

## A. État de la population

Si l'on considère l'évolution du nombre d'habitants des différents versants de la Grande Région, force est de constater que ceux-ci peuvent se répartir en trois groupes bien distincts : du côté de la Sarre (-3,5%) et de la Lorraine (-1,5%) une tendance à la diminution de la population est visible sur la dernière décennie, tandis que la Rhénanie-Palatinat (+2,4%) ainsi que la Wallonie (+4,6%) connaissent une certaine progression de leur nombre d'habitants.

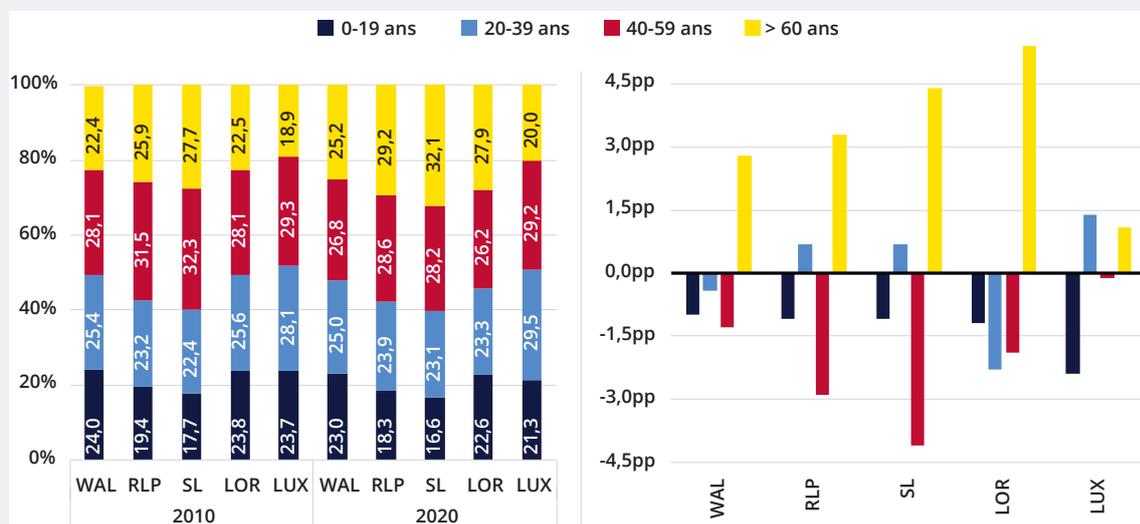
Graphique 1 – Évolution du nombre d'habitants, indice base 100 en 2010



Le Luxembourg, quant à lui se démarque fortement par une croissance soutenue de la population : +25% en une dizaine d'années.

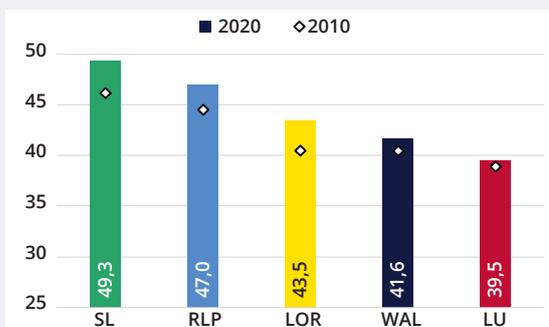
Ces développements ne restent pas sans conséquences sur la structure de la population en termes de classes d'âge. Ainsi, dans l'ensemble des versants, la proportion d'habitants âgés de plus de 60 ans tend à augmenter, et cela de façon plus prononcée dans les régions dont la population décline : la Lorraine et la Sarre. Dans les trois autres régions, la hausse du nombre de séniors est d'autant plus faible que la croissance du nombre total d'habitants est forte.

Graphique 2 – Répartition par classe d'âge de la population et sa variation 2010-2020 en points de pourcentage



Ainsi, au Grand-Duché la tranche de population la plus âgée pèse 1,1 points de pourcentage de plus qu'en 2010, tandis qu'en Rhénanie-Palatinat, la hausse constatée est de +3,3 pp. Désormais, ce groupe d'âge est le plus important dans trois régions (RLP, SL, LOR) alors qu'en 2010 il n'était au mieux qu'en deuxième place (RLP, SL) et représentait la tranche d'âge la moins importante dans les trois régions non-germanophones (LOR, WAL et LU).

Graphique 3 – Âge médian de la population



Du côté des plus jeunes, force est de constater que ce ne sont au mieux que les 20-39 ans dont la part augmente (sauf en Wallonie et en Lorraine), mais de façon relativement modérée : entre +0,7 pp en Rhénanie-Palatinat et +1,4 pp au Luxembourg.

Les enfants et, plus encore, les 40-59 ans (sauf LU) connaissent un déclin relatif de leur importance au long de la dernière décennie.

De façon générale, la Grande Région fait donc face, au cours des dix dernières années, à une population

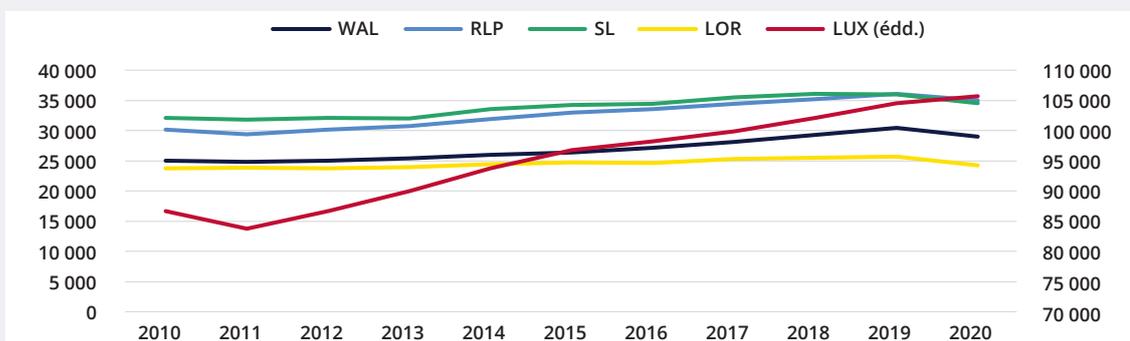
vieillissante comme en témoigne l'âge médian des habitants des différents versants : en Lorraine et dans les deux Länder allemands celui a progressé de 3 ans depuis 2010, tandis que la Wallonie affiche une hausse d'un peu plus d'un an et le Luxembourg reste relativement épargné avec une augmentation de seulement 0,6 ans de l'âge qui partage la population en deux groupes de taille égale.

## B. Indicateurs macroéconomiques

Du point de vue économique, le Grand-Duché marque également sa différence par rapport aux autres composantes de la Grande Région.

En effet, si l'on rapporte le PIB régional (ou national dans le cas du Luxembourg) au nombre d'habitants, le Luxembourg affiche un montant plus de trois fois supérieur à celui connu en moyenne dans les quatre autres régions considérées. Ce calcul néglige toutefois la spécificité du pays : l'apport considérable des travailleurs frontaliers, dont le nombre fait presque doubler la force de travail disponible du Grand-Duché tandis que cette main-d'œuvre fait défaut dans ses régions d'origine, principalement dans les départements frontaliers français.

Graphique 4 – PIB par habitant

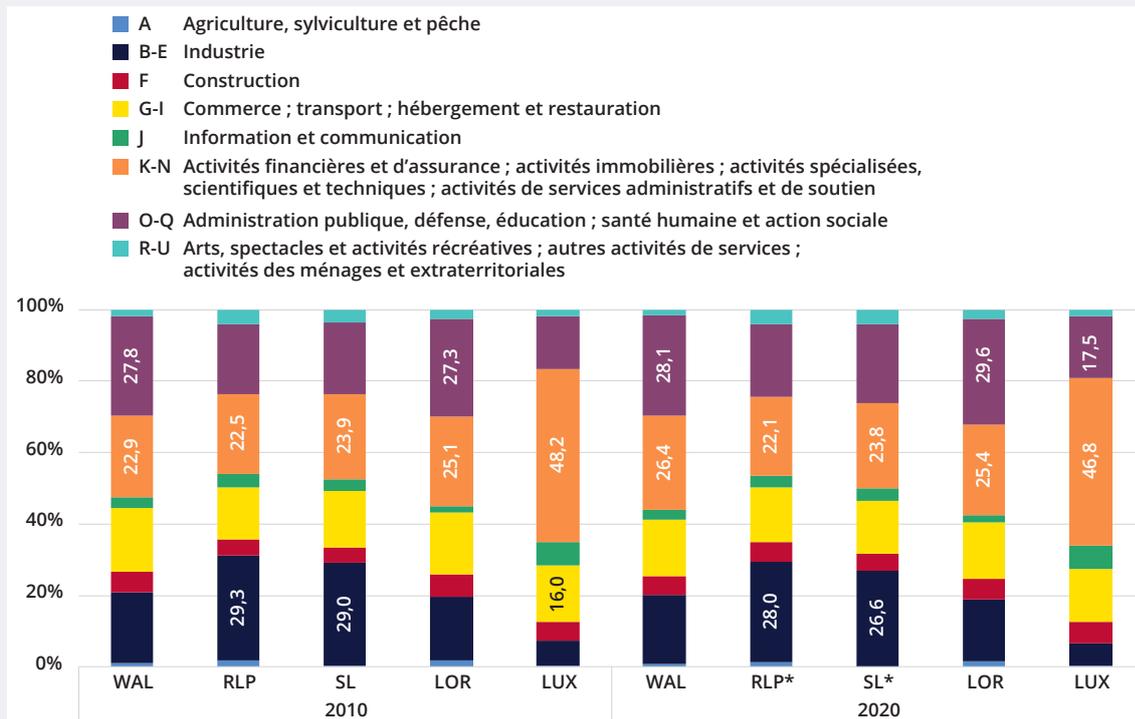


À cela s'ajoute une autre particularité luxembourgeoise qui se perçoit au travers de la contribution des différentes branches d'activité économique à la création de la valeur ajoutée. En effet, la richesse générée au Luxembourg provient pour près de moitié des activités de services en tout genre, et plus particulièrement des activités financières.

Pour les autres versants, on peut distinguer entre ceux germanophones, à prépondérance industrielle dans la création de valeur ajoutée, et les francophones, Wallonie et Lorraine, où ce sont les services publics et à la personne au sens large <sup>30</sup> qui produisent le plus de richesse.

<sup>30</sup> C'est-à-dire les branches d'activité NACE O à Q.

Graphique 5 – Répartition de la valeur ajoutée créée par branche d'activité

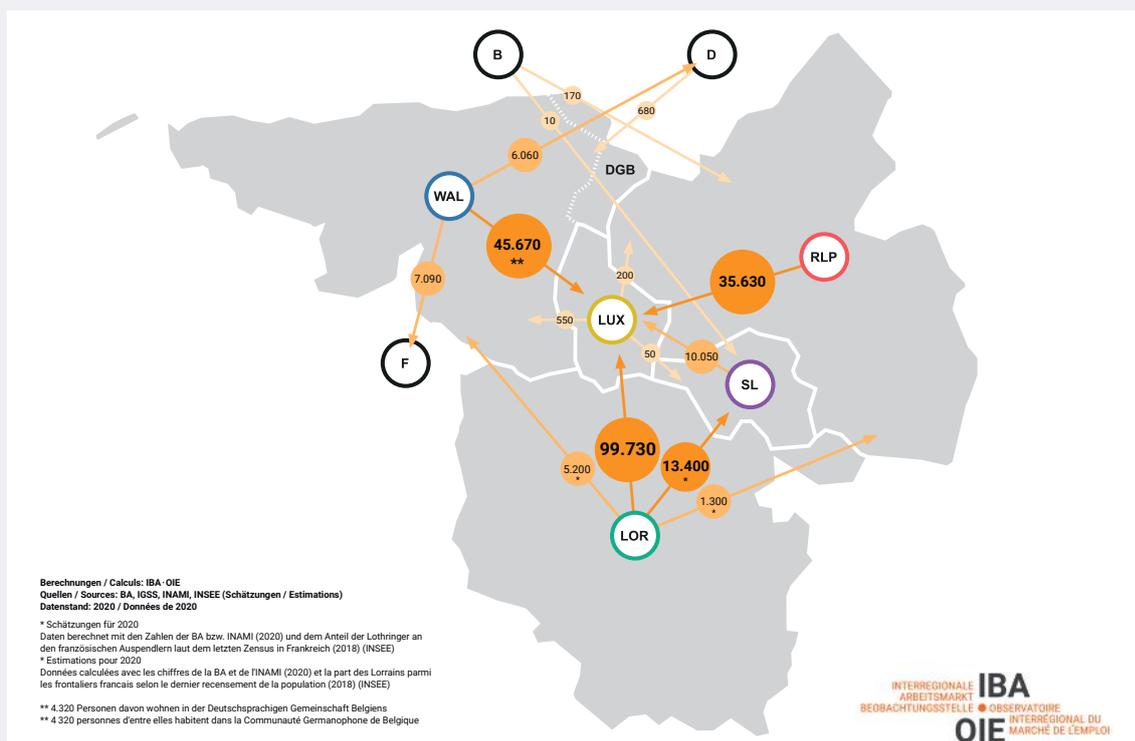


Note : \* = données 2019

### C. Le marché du travail

La Grande Région se démarque de la plupart des autres territoires de coopération transfrontalière européens de par l'importante interconnexion des marchés du travail de ses différents versants. Quotidiennement, ce sont près de 258 000 personnes qui ont en 2021 traversé une frontière afin de rejoindre leur poste de travail.

Graphique 6 – Flux de travailleurs frontaliers dans la Grande Région en 2020



Source : Observatoire interrégional du marché de l'emploi (IBA-OIE)

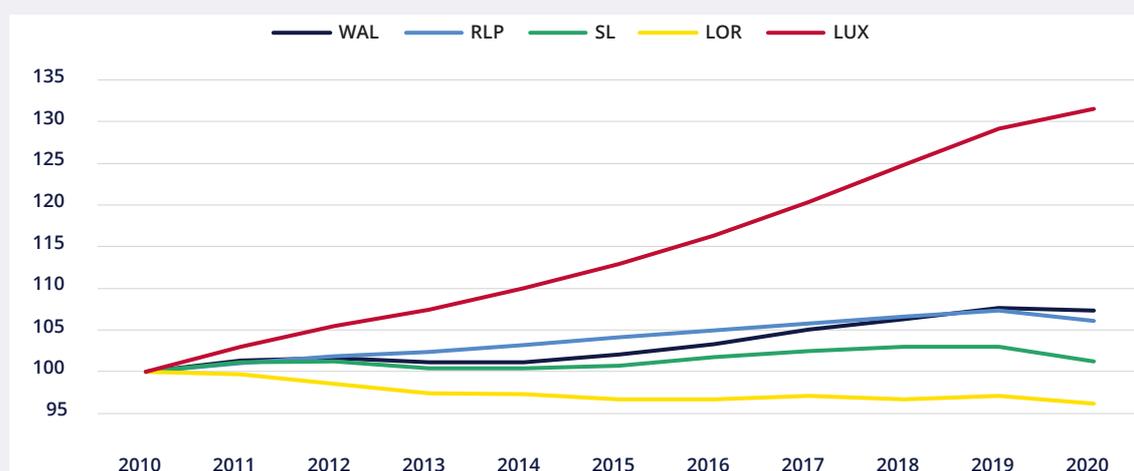
Toutefois, ces flux se concentrent très majoritairement vers un seul territoire, le Luxembourg. Ainsi, selon les données compilées par l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi, en 2021, le Luxembourg fait converger vers lui 80% (soit un peu plus de 207 000 femmes et hommes) des travailleurs frontaliers de la Grande Région<sup>31</sup>, tandis que seulement 32 000 se déplacent vers la Wallonie et un peu moins de 20 000 vers les deux Länder allemands (à 75% vers la Rhénanie-Palatinat).

### a. Emploi

Globalement, l'évolution de l'emploi intérieur au sein des cinq composantes de la Grande Région ressemble à celle enregistrée en termes de création de richesse économique : déclin pour la Lorraine (-4% par rapport à 2010), croissance modérée à soutenue pour la Sarre (+1%), la Rhénanie-Palatinat (+6%) et la Wallonie (+7%) et hausse spectaculaire pour le Grand-Duché (+32% en une décennie).

Si la crise sanitaire a quelque peu affecté les résultats pour les autres régions en provoquant une diminution du nombre d'emplois par rapport à 2019, le Luxembourg affiche sa différence en poursuivant de manière ininterrompue la création de nouveaux emplois. Seul un léger fléchissement de la courbe laisse présumer un contexte économique moins favorable à la croissance de l'emploi en 2020 au Grand-Duché.

Graphique 7 – Évolution de l'emploi intérieur (indice base 100 en 2010)

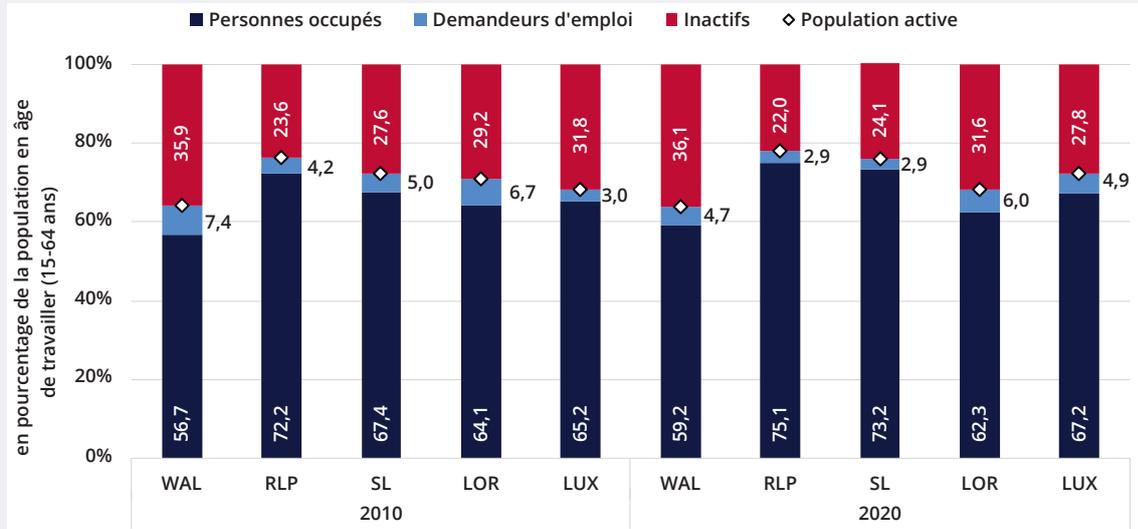


Concernant la répartition par statut d'activité de la population (résidente) en âge de travailler, le Grand-Duché prend une position intermédiaire entre les régions francophones – Lorraine et Wallonie – où environ une personne de 15 à 64 ans sur trois est inactive et les deux Länder où cette proportion tombe sous la barre des 25%.

Du fait de la forte proportion d'inactifs au sein de la population en âge de travailler, la Wallonie connaît également un taux d'activité relativement faible de près de 65% en 2020, et qui reste inchangé par rapport à 2010 (avec cependant un taux d'emploi qui augmente de 3 points de pourcentage au gré de la diminution de la proportion de chômeurs). La Lorraine affiche quant à elle un léger déclin en la matière, passant de 71% à 68%, tandis que les trois régions restantes font état de taux d'activité supérieurs à 70% et qui ont augmenté d'environ deux points de pourcentage au cours de la dernière décennie.

<sup>31</sup> Voir <https://www.iba-oie.eu/fr/actualites/detail/newsletter-fevrier-2022>

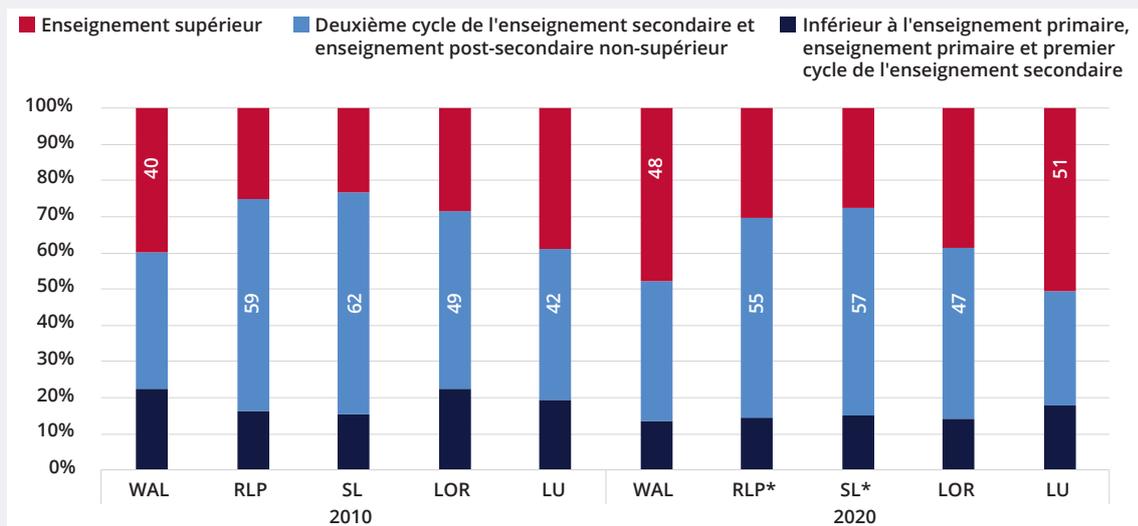
Graphique 8 – Répartition de la population en âge de travailler (15-64 ans) résidente selon le statut d'activité



Si l'on s'intéresse aux niveaux de formation des personnes résidentes occupées au sein des différentes régions, il appert que la main-d'œuvre de la Grande Région dispose majoritairement de diplômes correspondant au mieux au deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou à l'enseignement post-secondaire non-universitaire. Environ un travailleur sur six ne dispose même que d'un niveau d'enseignement inférieur au premier cycle de l'enseignement secondaire.

Toutefois, par rapport à 2010, on constate une montée en puissance de la proportion de personnes hautement qualifiés, disposant de diplômes de l'enseignement universitaire. En la matière, la Wallonie affiche une proportion de 48% (+8 pp en dix ans), tandis que le Luxembourg a comblé son retard par rapport à ses voisins belges en passant de 39% à désormais plus de 50%.

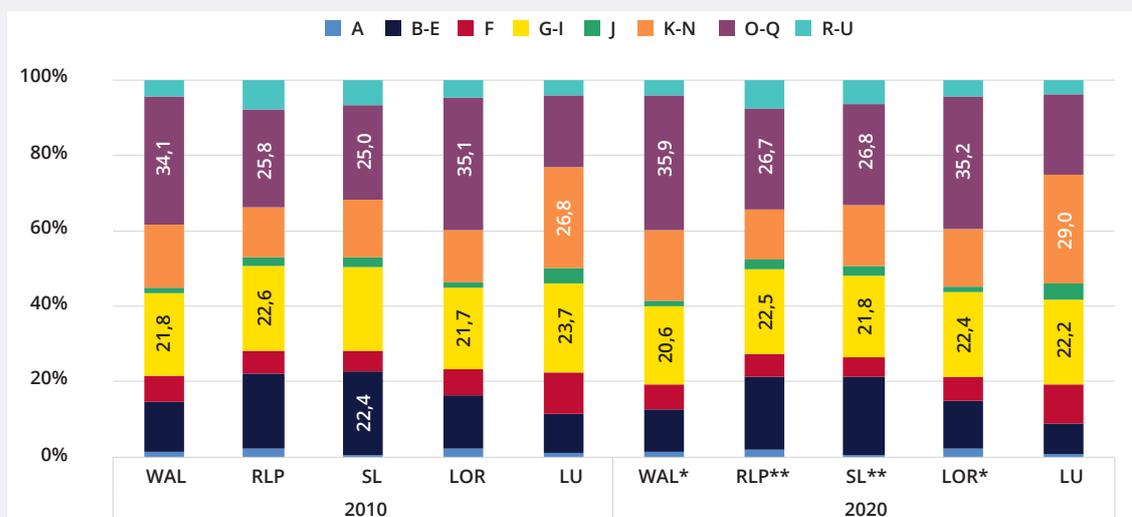
Graphique 9 – Répartition des personnes occupées résidentes selon leur niveau d'éducation



Note : \* = données provisoires

En matière de secteurs pourvoyeurs d'emploi, la situation est similaire à celle évoquée ci-avant en matière de création de richesse avec les services publics au sens large comme principaux pourvoyeurs d'emploi dans la quasi-totalité de régions. Seule exception : le Grand-Duché, où ce sont les activités de services financiers, les activités spécialisées scientifiques et techniques et les services administratifs et de support aux entreprises qui emploient le plus grand nombre de travailleurs.

Graphique 10 – Répartition des personnes occupées résidentes et non-résidentes selon le secteur d'activité



Notes : correspondance de la légende : voir section B., graphique 5 ; \* = données provisoires ; \*\* = données 2019

En deuxième place viennent le commerce, le transport ainsi que la restauration et l'hébergement qui sont des activités relativement intensives en main-d'œuvre et qui occupent environ un travailleur sur cinq en moyenne grand-régionale.

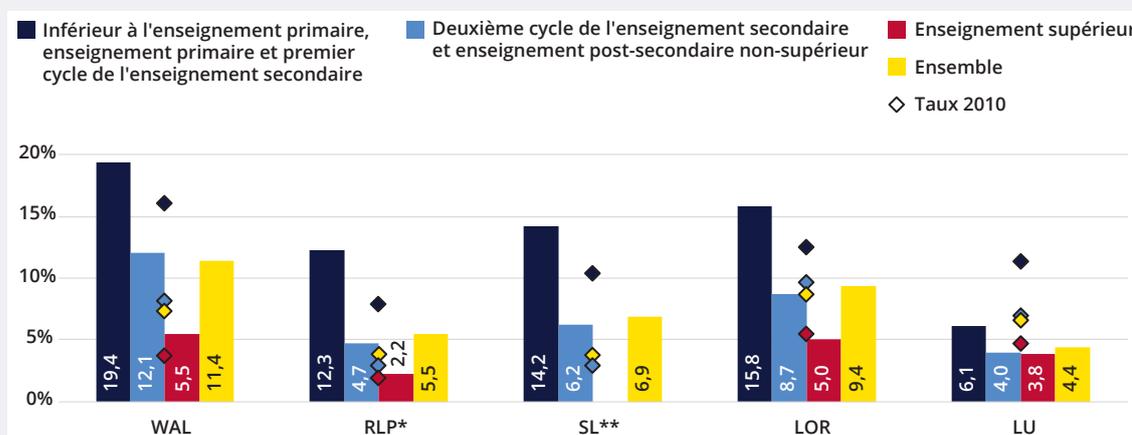
Finalement, on note également l'importance de l'industrie au sein des deux régions allemandes : elles y pèsent près de 20% de l'emploi tandis que la Wallonie et la Lorraine ne dépassent guère les dix pourcents et que le Luxembourg reste aux alentours de 8%.

## b. Chômage

Sur le front du chômage, le Grand-Duché bénéficie d'un avantage considérable du fait du dynamisme inégalé de son marché du travail. En effet, il affichait, en 2020, un taux de chômage de 4,4% malgré l'impact de la crise sanitaire et des mesures (plus ou moins drastiques selon les régions) mises en œuvre pour la combattre. Le Luxembourg est ainsi le seul versant de la Grande Région à faire état d'une diminution de la proportion de demandeurs d'emplois entre 2010 et 2020.

En effet, pour les autres régions ce taux a connu une hausse relativement contenue pour la Lorraine (+0,7 pp) et assez forte pour les autres régions (de +1,9 pp pour la Rhénanie-Palatinat à +4 pp pour la Wallonie).

Graphique 11 – Taux de chômage global et selon le niveau d'éducation

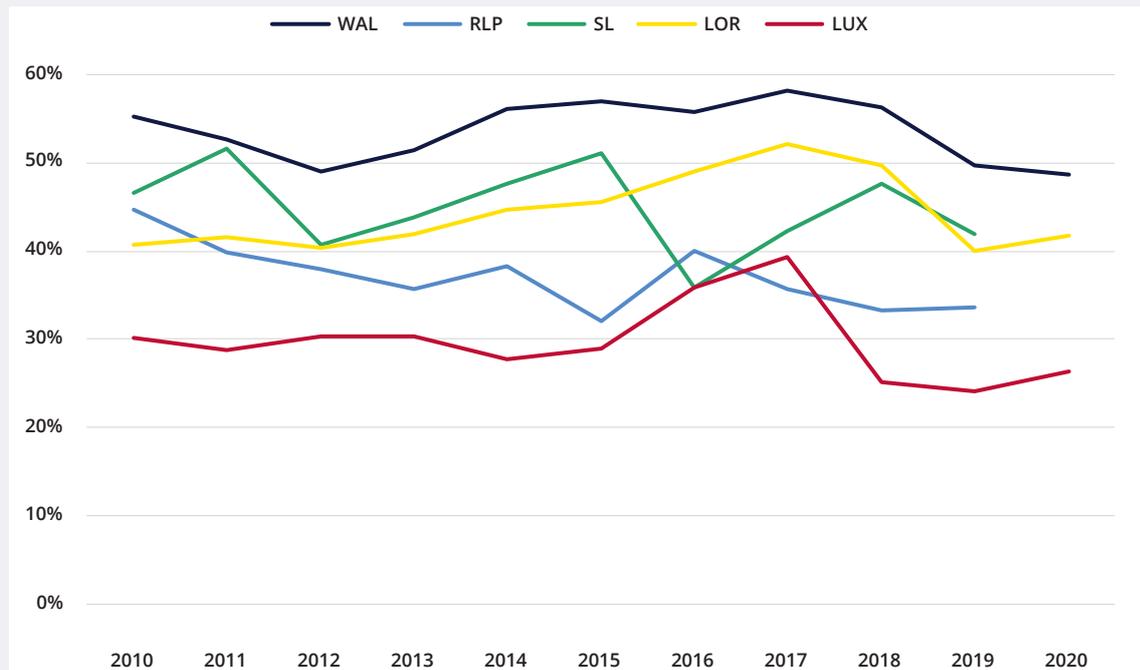


Notes : ◇ = taux de chômage de la catégorie en 2010 ; \* = taux de chômage 2019 pour les diplômés de l'enseignement supérieur ; \*\* = taux de chômage 2019 (sauf enseignement supérieur : non disponible)

Le dynamisme économique du Luxembourg par rapport aux régions limitrophes impacte également la proportion de demandeurs d'emploi de longue durée, c'est-à-dire au chômage depuis plus d'un an. Le Grand-Duché, avec la Rhénanie-Palatinat, sont les meilleurs élèves en la matière, avec moins d'un chômeur sur trois qui recherche un emploi depuis plus d'un an, tandis qu'en Lorraine et dans la Sarre, cette proportion est de dix points plus élevée.

C'est en Wallonie que les personnes à la recherche d'emploi semblent éprouver le plus de difficultés à réintégrer le monde du travail : ici, près d'un demandeur d'emploi sur deux est à la recherche d'un poste de travail depuis plus d'un an.

Graphique 12 – Part des chômeurs de longue durée (> 12 mois) dans le chômage



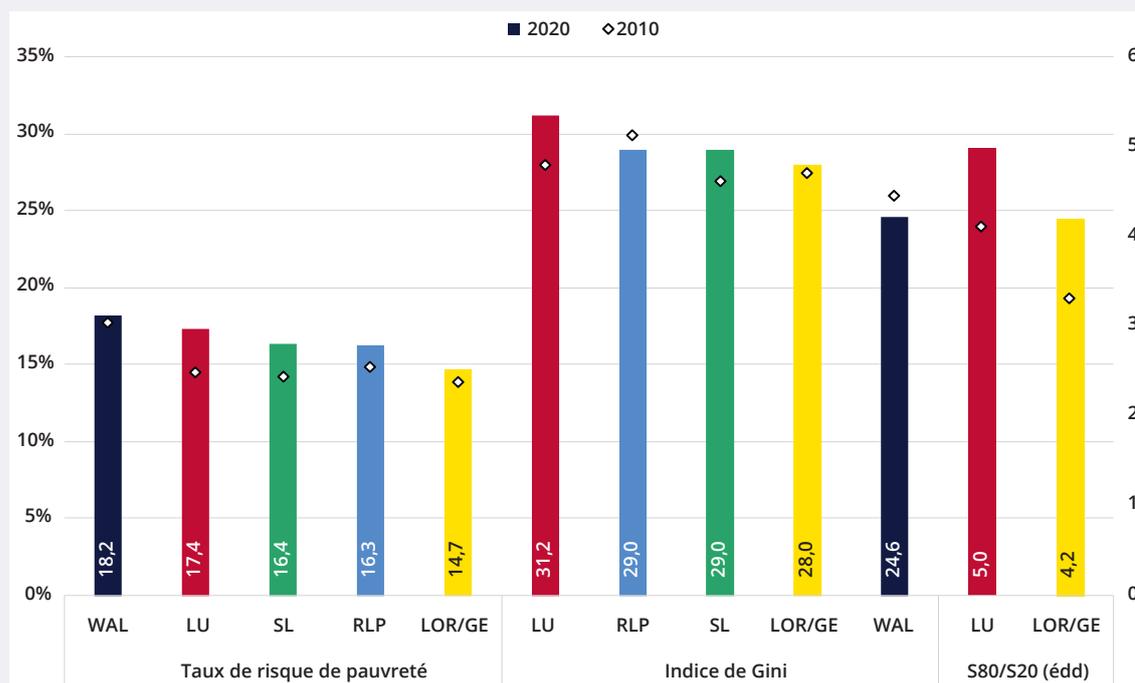
## D. Pauvreté et inégalités

Si les différents versants de la Grande Région affichent des disparités en termes de population, d'activité économique, d'emploi ou encore de chômage, il n'est guère étonnant que cela vaille également pour les conditions de vie.

Si ce sujet est le parent pauvre des statistiques officielles harmonisées (la France et l'Allemagne ne publiant pas de données régionales harmonisées sur base de l'enquête européenne EU-SILC), on dispose néanmoins de quelques éléments permettant de jeter un regard sur les performances des différentes régions.

Ainsi, en matière de lutte contre le risque de pauvreté, le Grand-Duché ne parvient pas, comme cela était le cas pour les autres sujets abordés dans cet encadré, à se hisser en tête des classements. En effet, le Luxembourg affiche le deuxième taux de risque de pauvreté le plus élevé de la Grande Région (17,4%, devancé par la Wallonie avec 18,2%). En matière d'inégalités de revenu, il détient même la première position, que ce soit sur l'indice de Gini (qui évalue l'équité de la répartition des revenus) ou en termes d'écart entre le revenu du premier et du dernier quintile.

Graphique 13 – Principaux indicateurs d'inégalités en 2020 (◇ = 2010)



Note : LOR/GE = Lorraine en 2010, Grand Est en 2020

Données : Wallonie : IWEPS ; SL : Statistisches Amt Saarland ; RLP : Statistisches Landesamt Rheinland-Pfalz ; LOR/GE : INSEE, fichier Revenus disponibles localisés et Fichier localisé social et fiscal (FILOSoFi) ; LU : STATEC/Eurostat

Pire encore, sur dix ans le Grand-Duché fait état d'une nette dégradation de la situation sur les trois indicateurs, tandis que les autres régions parviennent à limiter la casse et restent globalement à des niveaux de pauvreté et d'inégalités inférieurs à ceux connus au sein du Grand-Duché.